

c'est l'anarchie de la production. Prêcher un « juste » partage du revenu sur cette base, c'est du proudhonisme qui ne peut venir que de la balourdise du petit-bourgeois, du philistin. Impossible de partager autrement que « d'après la force ». Or, la proportion des forces se modifie au fur et à mesure de l'évolution économique. Depuis 1871, l'Allemagne s'est renforcée trois ou quatre fois plus vite que l'Angleterre et la France ; le Japon dix fois plus vite que la Russie. Pour vérifier la force réelle d'un Etat capitaliste, il n'y a pas et il ne peut y avoir d'autre moyen que la guerre. La guerre n'est pas en contradiction avec les fondements de la propriété privée ; elle en est le développement direct et inévitable. En régime capitaliste, l'accroissement régulier de la puissance économique des fortunes particulières et des Etats est impossible. En régime capitaliste, il n'y a, pour rétablir, de temps à autre, l'équilibre rompu, pas d'autres moyens que des crises dans l'industrie, des guerres en politique.

Bien entendu, il existe des possibilités d'accords *temporaires* entre capitalistes et entre puissances. C'est dans ce sens que l'on peut concevoir des Etats-Unis d'Europe, comme une convention entre capitalistes *européens*, mais... une convention portant sur quoi ? Uniquement sur une politique commune pour écraser le socialisme en Europe, pour conserver les colonies dont on s'est emparé par brigandage *contre* les entreprises du Japon et de l'Amérique : ces derniers sont, en effet, extrêmement vexés du partage actuel et, depuis un demi-siècle, se sont fortifiés infiniment plus vite que l'Europe arriérée, monarchique, qui commence à pourrir de vieillesse. En comparaison avec les Etats-Unis d'Amérique, l'Europe, dans son ensemble, indique le marasme économique. Sur la base de l'économie actuelle, c'est-à-dire en régime capitaliste, des Etats-Unis d'Europe ne seraient qu'une organisation de la réaction pour retarder le trop rapide progrès de l'Amérique. L'époque où la cause de la démocratie et celle du socialisme n'étaient liées qu'avec le sort de l'Europe, est définitivement révolue.

Les Etats-Unis du monde (et non seulement de l'Europe) : voilà la formule étatiste de l'union et de la liberté des nations que nous rattachons au socialisme, jusqu'au jour où la complète victoire du communisme amènera la définitive disparition de tout Etat, même purement démocratique. Mais, comme mot d'ordre indépendant, celui des Etats-Unis du monde ne serait guère, pourtant, justifiable : d'abord, parce qu'il se confond avec l'idée même du socialisme ; ensuite, parce que ce mot d'ordre pourrait occasionner de fausses interprétations, parce que certains pourraient croire à l'impossibilité d'une victoire du socialisme dans un seul pays et se tromper sur les rapports prévisibles de ce pays avec d'autres.

L'inégalité de progression économique et politique est l'inéluctable loi du capitalisme. De là, il sied de déduire qu'une victoire du socialisme est possible, pour commencer, dans quelques Etats capitalistes seulement, ou même dans un seul. Le prolétariat vainqueur dans ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé, chez lui, la production socialiste, se lèverait *contre* le reste du monde capitaliste, attirant à lui les masses opprimées des autres nations, fomentant chez elles des insurrections contre les capitalistes, employant au besoin la force armée contre les classes exploitatrices et leurs Etats. La forme politique de la société où aura vaincu le prolétariat, en renversant la bourgeoisie, sera une république démocratique

qui centralisera de plus en plus les forces du prolétariat de la nation, ou des nations ralliées dans la lutte contre les Etats non encore venus au socialisme. Il est impossible de détruire les classes autrement que par la dictature de la classe opprimée, du prolétariat. La libre union des nations dans le socialisme est impossible autrement que par une lutte plus ou moins longue et acharnée des républiques socialistes contre les autres Etats.

Tels sont les motifs, qui, après de nombreuses délibérations, au cours de la conférence des sections du parti révolutionnaire social-démocrate russe à l'étranger, et après cette conférence, ont amené la rédaction de l'organe central à considérer comme injustifié le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe.

23 août 1915